

« Je sais que je suis sans doute condamné à mort »

Rami Abou Jamous écrit son journal pour *Orient XXI*. Dans ce texte, il dénonce la stratégie de l'armée israélienne consistant à bombarder des immeubles résidentiels pour assassiner une personne, maximisant ainsi le nombre de victimes civiles, ainsi que sa normalisation dans les esprits occidentaux ; il confie également la culpabilité qui le ronge de savoir qu'en tant que journaliste, il est une cible et que sa famille pourrait être tuée avec lui.

Journal de bord de Gaza 130

Gaza-ville, le 15 mai 2026. Les premiers secours et les habitants se rassemblent sur le site d'un bombardement israélien visant l'appartement résidentiel de la famille d'Ezzedine Al-Haddad et son véhicule. Cette attaque a fait 7 morts et près de 50 blessés.

OMAR AL-QATTAA / AFP

Mercredi 20 mai 2026.

Le 15 mai, les Israéliens ont assassiné **Ezzedine Al-Haddad**, commandant des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du **Hamas**. Ils ont bombardé un immeuble résidentiel de cinq étages, puis, pour être sûrs de l'avoir atteint, la voiture qu'il utilisait. Comme d'habitude, j'ai relayé cette information sur les différents canaux de discussion. Le lendemain, une amie journaliste m'appelle et me demande des précisions : « *Habitait-il dans cet immeuble ?* » Je lui réponds qu'apparemment, il n'y habitait plus pour des raisons de sécurité, mais qu'il était venu rendre visite à sa femme et à ses enfants. Cette journaliste — une amie chère — me répond : « *Est-ce bien normal qu'il ait pris ce risque ? Il a choisi d'être un combattant, mais il sait qu'en se rendant dans un lieu où résident des civils, y compris sa famille, il peut causer la mort de dizaines de personnes.* » Je lui ai répondu : « *C'était un être humain comme tous les autres, qui voulait voir sa famille.* »

L'attitude de mon amie journaliste m'a fait comprendre à quel point les Israéliens ont réussi à « cuire les cerveaux », comme on dit chez nous. Ils sont arrivés à faire croire que détruire un immeuble entier pour tuer un combattant, c'est normal. Et que ce qui n'est pas normal, c'est qu'un combattant du Hamas, ou même un membre de la branche politique du Hamas, ou quelqu'un de la résistance, ait envie de rendre visite à sa femme et à ses enfants qui lui manquent. Tuer 200 personnes parce qu'il y a un homme du **Hamas** dans le bâtiment, c'est « *compréhensible* » ? Que cet homme du **Hamas** habite dans un immeuble résidentiel, ou y vienne simplement en visite, c'est cela qui est incompréhensible ?

Quand les Israéliens suivent un homme du **Hamas** sur leurs écrans, pourquoi attendent-ils qu'il entre dans son immeuble familial pour l'éliminer ?

L'armée d'occupation dispose d'une technologie qui lui permet de « viser » une aiguille dans une botte de foin. Ils l'ont déjà utilisée, visant parfois une seule personne parmi des

centaines d'autres. Nous sommes ce qu'il reste d'une population de 2,3 millions de personnes à vivre comme des lapins dans une cage qui couvre 40 % de la bande de Gaza, observés vingt-quatre heures sur vingt-quatre par la plus grande machine d'espionnage du monde, fonctionnant à l'aide de l'intelligence artificielle, avec des drones, des satellites d'espionnage, des systèmes d'écoute, de la reconnaissance vocale et faciale même de loin — une technologie en avance de dix ans sur le reste du monde. En 2011, j'avais interviewé un collaborateur arrêté par le **Hamas**. Il était chargé d'espionner les jeunes du **Fatah** dans les universités. Le service de renseignement israélien lui avait confié une montre qui filmait et qui enregistrait, bien avant que ce genre d'appareils ne soit disponible dans le commerce.

Les Israéliens peuvent viser un seul homme avec un drone ou un missile, mais ils ne le font pas toujours. De temps en temps, ils attendent qu'un lapin sorte de son terrier et rejoigne sa famille pour le tuer, et tous ses proches avec lui. Ils ont tué des centaines de personnes en bombardant un quartier entier sous le prétexte d'éliminer **Abou Obeïda**, le porte-parole de la branche armée du Hamas, alors qu'ils savaient très bien qu'il n'était pas là. Ils ont détruit des écoles entières en prétendant y éliminer un seul membre du Hamas qui s'y cachait peut-être. Tout le monde a vu les images des enfants déchiquetés, des civils massacrés.

Tout cela sans beaucoup de réactions dans le monde. Les Israéliens ont réussi à faire admettre au monde entier que *résistance = Hamas = terrorisme*. Et que s'ils tuent des dizaines de personnes, c'est la faute du Hamas. Quand les Israéliens suivent un homme du **Hamas** sur leurs écrans, pourquoi attendent-ils qu'il entre dans son immeuble familial pour l'éliminer ? Il fallait être en colère contre l'Israélien qui a tué tout le monde. Il fallait se demander pourquoi les Israéliens tuent des dizaines de gens et non une seule personne. Ils ont réussi à implanter dans les cerveaux que le Hamas est comme une grande armée. Mais Gaza, ce n'est pas un pays. Ce n'est pas l'Ukraine ou la Russie. Il n'y a pas de casernes ni de bases militaires. Les combattants vivent parmi les civils parce qu'ils font partie de la société. Le **Hamas**, c'est peut-être ton frère, ton cousin, ton fils, ton ami.

Quand tu sais que tu es condamné à mort, tu te demandes s'il faut mourir seul ou avec ta famille.

Pour les Occidentaux, la notion de terrorisme est à géométrie variable. Quand les Ukrainiens envoient des drones en Russie, ils savent qu'ils vont aussi tuer des civils. Mais pour l'Ouest, c'est acceptable, parce que les Ukrainiens résistent à l'occupation russe. Nous, lorsque nous mourons dans une frappe israélienne, c'est de notre faute : il y avait peut-être un terroriste parmi nous. Le droit international a toujours une géographie et une couleur de peau. Il ne s'applique pas à notre cas. Que cette inversion des rôles s'invite aussi dans la tête d'une journaliste étrangère, cela me désole. Pis, je me suis senti touché personnellement. La conversation s'est poursuivie :

« — *Tu sais très bien que moi aussi, en tant que journaliste, je suis une cible. Et malgré cela, j'habite avec ma femme et mes enfants. Alors, selon toi, je suis coupable de vivre avec eux ?*

— *Non, on ne peut pas comparer. Combattant et journaliste, ce n'est pas la même chose.*

— *Mais si, pour les Israéliens, c'est la même chose. »*

Les Israéliens visent les journalistes. Plus de 220 d'entre eux ont été tués à Gaza depuis le début de la guerre, souvent dans l'exercice de leur métier, selon l'ONG Reporters sans

frontières. Je sais que mon travail, comme celui de mes confrères à Gaza fait mal aux Israéliens et à ceux qui relaient leur propagande en France ou ailleurs. Parce que je fais apparaître la réalité et que je suis suivi par beaucoup de gens. Je sais très bien que je risque d'être visé. Je sais que je suis sans doute condamné à mort. Cette conversation m'a fait réfléchir. Je vais vous parler de mon combat intérieur pour la première fois. Jusqu'ici, je ne voulais pas l'évoquer, mais aujourd'hui, c'est l'occasion de le faire.

Quand tu sais que tu es condamné à mort, tu te demandes s'il faut mourir seul ou avec ta famille. Est-ce que je dois m'éloigner de **Ramzi**, de **Walid** et de **Sabah** ? Est-ce que je dois travailler loin de chez moi, et ne les voir qu'une fois par semaine ou par mois ? J'éprouve parfois un sentiment de culpabilité à cause de ce qu'il risque d'arriver à ma famille, et aussi à cause de notre situation actuelle. J'ai pris la décision de ne pas quitter Gaza, alors que j'en avais la possibilité. Je l'ai toujours, mais je reste, c'est ma façon de résister. Et c'est ça le problème : au lieu de faire porter la responsabilité à l'occupation, on la reporte sur nous-mêmes. Nous devrions faire attention, ne pas vivre avec nos familles, ne pas être avec nos enfants, parce que les Israéliens ne font pas la distinction.

Un cerveau normal sait reconnaître le bien et le mal, il sait faire la différence entre résistance et occupation. Mais l'Occupant a réussi à inverser la réalité. Même chez une journaliste qui connaît le terrain. Je l'avais déjà constaté pendant la guerre israélienne contre Gaza de 2014, quand l'armée israélienne bombardait des bâtiments d'habitation entiers. La première question que posaient les journalistes, pas toujours connaisseurs de la situation, c'était « *Y avait-il un membre du Hamas dans l'immeuble ?* » Comme si c'était acceptable de tuer des dizaines de personnes pour en éliminer une seule.

Quand je regarde **Sabah**, quand je regarde **Walid** et **Ramzi**, je me dis : « *Est-ce que je serai fautif s'il leur arrive quelque chose ?* »

Les Israéliens ont réussi à se créer un statut d'intouchables auprès d'un grand nombre de gouvernements occidentaux et de médias, pour qui la réponse se résume en une phrase : « *Israël a le droit de se défendre* ». Mais pas nous. Si vous vous défendez, dit Israël, on tue votre famille, on tue tout le monde. Si un journaliste parle, on le tue avec sa famille. L'occupé doit être une victime gentille. Si quelqu'un résiste, on va tuer toute sa famille. Si quelqu'un parle, on va tuer toute sa famille. Si quelqu'un témoigne, on va tuer toute sa famille. Et cela devient normal.

Je sais que **Sabah** va lire cet article, comme elle a lu les précédents, grâce à des traducteurs en ligne. Quand je la regarde, quand je regarde **Walid** et **Ramzi**, je me dis : « *Est-ce que je serai fautif s'il leur arrive quelque chose ?* » Comme si c'était à cause de moi, et non à cause de l'occupation. On en est arrivés à créer un champ de bataille à l'intérieur de chacun d'entre nous, et aussi dans notre société. Parfois, des voisins me disent : « *Rami, ne gare pas ta voiture ici* », ou bien « *Rami, tu es journaliste, ça peut être dangereux* ». Ils le disent sur le ton de la plaisanterie, mais je sais qu'ils le pensent vraiment. Et je ne peux pas m'empêcher de penser : le jour où je vais être visé, est-ce qu'il y aura des dizaines de morts avec moi ? Est-ce que les gens m'en voudront ? Est-ce qu'ils vont dire : « *Il était journaliste, il savait qu'il était une cible, il aurait dû partir d'ici* » ?

Quand il s'agit de la Palestine, le Mal devient le Bien et le Bien devient le Mal

C'est cela, ma bataille intérieure. C'est cela qui me fait mal : auparavant, un combattant, un résistant à l'occupation sous quelque forme que ce soit, était un héros. On le

protégeait, on le cachait. Aujourd'hui, les Israéliens arrivent à nous écarter de tous ceux qui s'opposent, et qui sont devenus des cibles : les résistants, les infirmiers, les secouristes, les journalistes, les intellectuels, les professeurs.

Et retrouver cette inversion des valeurs chez une amie, une journaliste, fait mal. Alors il faut le répéter : la résistance militaire est légitime. Résister avec un stylo, un carnet ou une caméra, c'est légitime. Jeter des pierres, c'est légitime. L'occupation entraîne la résistance. Tout le monde donne des armes et de l'argent à **l'Ukraine**. Mais quand il s'agit de la **Palestine**, le Mal devient le Bien et le Bien devient le Mal.

Je peux mourir à n'importe quel moment, je peux perdre ma famille à n'importe quel moment, parce que j'ai choisi de résister avec mon stylo, avec ma caméra, avec mon téléphone. Même si les forces médiatiques et militaires israéliennes inversent les rôles.

Fondateur de **GazaPress**, un bureau qui fournissait aide et traduction aux journalistes occidentaux, **Rami Abou Jamous** a dû quitter en octobre 2023 son appartement de Gaza-ville avec sa femme Sabah, les enfants de celle-ci, et leur fils **Walid**, trois ans, sous la menace de l'armée israélienne. Ils se sont réfugiés à Rafah, ensuite à Deir El-Balah et plus tard à Nusseirat. Après un nouveau déplacement suite à la rupture du cessez-le-feu par Israël le 18 mars 2025, **Rami** est rentré chez lui avec sa famille le 9 octobre 2025.

Le 12 octobre 2024, le **Prix Bayeux** pour les correspondants de guerre et le quotidien *Ouest France* ont récompensé, par deux fois, dans la catégorie presse écrite, **Rami Abou Jamous** pour son « **Journal de bord de Gaza** ». Le 18 mai 2026, il a reçu le **Prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe** — 31^e édition. Un prix décerné depuis 1995 aux personnalités engagées pour les Droits humains et la solidarité Nord-Sud.